

CONTRIBUABLES ASSOCIÉS

Contre l'oppression fiscale
la pression des contribuables



12 juillet 2008

ENFIN LE JOUR DE LIBÉRATION FISCALE!



En 2008, ce n'est qu'à partir du 12 juillet que les Français
cesseront de travailler pour le seul profit de l'État
et pourront enfin bénéficier des fruits de leur labour.
Au total, l'État leur aura ponctionné 193 jours!

12 JUILLET : JOUR DE LIBÉRATION FISCALE

LA POMPE ÉTATIQUE

Sept mois et demi de servage pour payer les dépenses des administrations publiques!

Selon les calculs effectués d'après notre source habituelle – l'OCDE –, cette année les dépenses publiques représentent encore **52,7 % du PIB**.

Rapporté au calendrier 2008, ce pourcentage équivaut à **193 jours de travail pour chaque Français**.

Nos compatriotes ne sont donc fiscalement libérés que le 12 juillet. Ce n'est qu'à partir de cette date, en effet, qu'ils peuvent commencer à travailler pour eux-mêmes.

Du 1^{er} janvier au 11 juillet inclus, ils ont, au contraire, besoin exclusivement pour payer les dépenses de l'État et de la sphère publique. Soit presque sept mois et demi de servage!

Certes, les Français gagnent quatre jours par rapport à 2007. Mais depuis 1999, première année où les contribuables ont célébré leur libération fiscale, cette date libératrice est toujours tombée entre le 10 et le 17 juillet. En 2003, elle intervenait déjà le 12 juillet.



Il n'est pas de vraie baisse d'impôts sans baisse préalable des dépenses publiques!

LA PAUSE, PAS LA HAUSSE

Geler les dépenses pour libérer les contribuables!

Depuis 1982, le niveau des dépenses des administrations françaises dépasse la moitié du PIB, c'est-à-dire de la richesse nationale que les Français créent chaque année par leur travail. Si, comme le demandait Contribuables Associés, les dépenses publiques avaient été gelées au niveau, déjà considérable, qu'elles atteignaient en 1999, les Français seraient aujourd'hui libérés le 21 mai.

Années	Dépenses gelées au niveau de 1999 (en % du PIB)	Jour de libération théorique (gel sur 1999)	Jour de libération effectif
1999	54,0 %		17 juillet
2000	50,8 %	6 juillet	13 juillet
2001	48,9 %	29 juin	10 juillet
2002	47,3 %	23 juin	12 juillet
2003	45,9 %	18 juin	14 juillet
2004	44,1 %	11 juin	16 juillet
2005	42,8 %	7 juin	16 juillet
2006	41,0 %	31 mai	16 juillet
2007	39,7 %	26 mai	16 juillet
2008	38,1 %	21 mai	12 juillet

Le gouvernement prétend vouloir baisser les dépenses publiques. Qu'attend-il ?

Les dépenses des administrations françaises peuvent et doivent être gelées au niveau qu'elles atteignent en 2008.

Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible de diminuer les innombrables impôts qui pèsent sur nos concitoyens et paralysent notre économie.

Rendre aux Français du pouvoir d'achat en baissant les impôts, c'est possible!

LA FRANCE EN QUEUE DE PELOTON

Parmi les pays développés, les Français sont toujours parmi les plus mal lotis

Le constat ne change pas d'une année sur l'autre : de tous les pays développés, la France reste, après la Suède, celui où l'État est le plus glouton. Les Italiens sont libérés dix-sept jours avant les Français, les Irlandais avec plus de deux mois d'avance! Et les citoyens des pays de la zone euro commencent en moyenne à travailler pour leur propre profit et celui de leur famille plus d'un mois avant les Français!

Pays	Nombre de jours travaillés pour la dépense publique	Jour de libération	Retard français
France	193	12 juillet	-
Italie	176	25 juin	17 jours
Royaume-Uni	164	13 juin	29 jours
Allemagne	160	9 juin	33 jours
Pologne	157	6 juin	36 jours
Espagne	142	22 mai	51 jours
États-Unis	138	18 mai	55 jours
Japon	134	14 mai	59 jours
Slovaquie	131	11 mai	62 jours
Irlande	130	10 mai	63 jours
Moyenne de la zone euro	169	18 juin	34 jours
Moyenne des pays de l'OCDE	149	29 mai	44 jours

Certes, la Suède reste encore plus mal classée que nous : ses contribuables ne seront libérés que le 14 juillet. Mais, depuis plusieurs années, elle réduit progressivement ses dépenses publiques, ce qui n'est pas le cas de la France.

L'OCDE prévoit qu'en 2009, l'État scandinave sera au même niveau que nous ; et si les tendances actuelles se poursuivent, la France deviendra lanterne rouge dès 2010.

La véritable « exception française », c'est l'importance de la dépense publique!

